

## les écologistes aux municipales

**TS tient à donner à ses lecteurs un dossier complet sur les municipales. Si le PSU s'inquiète de la volonté d'autonomisation plus ou moins apolitique de la plupart des listes « écologistes », ce n'est pas une raison pour ne pas en parler. Claude-Marie Vadrot présente ici une analyse qui éclaire bien des aspects du phénomène, bien que nous ne la partageons pas totalement sur quelques points : il nous faudra, en particulier, revenir prochainement sur la position propre au PSU, et sur le rôle qu'il entend jouer du point de vue écologique dans son combat unitaire.**

La rédaction

Pour la deuxième fois en moins de dix ans, l'écologie est en train de triompher de la mode : des municipales aux assises antinucléaires de l'Isère, qui se sont tenues pendant le week-end, en passant par la campagne contre la chasse, le recours aux énergies douces ou la lutte contre le trust Péchiney qui manifeste autant de mépris vis-à-vis des habitants d'une région que vis-à-vis des travailleurs qu'il emploie, un mouvement autonome est en train de s'affirmer face à toutes les tentatives de récupération ou de réformisme hâtif. On pouvait calmer les « protecteurs de la nature », au début des années 1970, en plantant quelques arbres ; désormais pour faire taire les écologistes il faut leur offrir un autre type de société, une autre conception du développement économique.

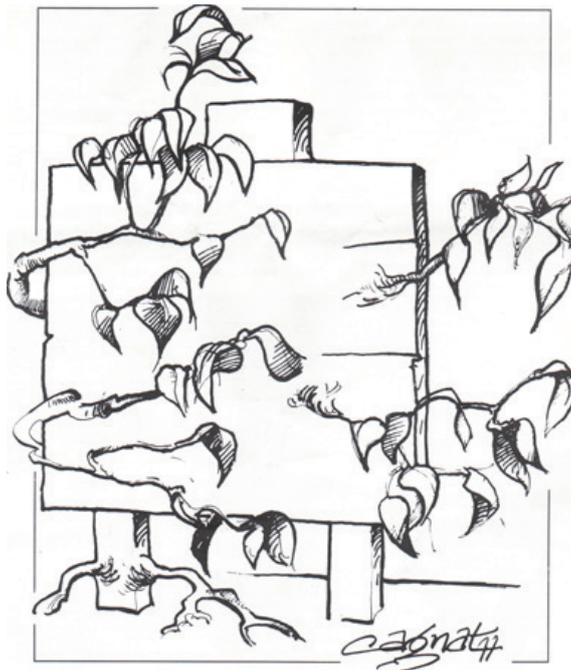
Autrement dit d'Ornano et Chirac peuvent bien promettre des fleurs à côté du béton, les écologistes réclament ces fleurs à la place du béton ; le pouvoir peut bien annoncer un effort sur les transports collectifs pour limiter, par la dissuasion, l'usage de la voiture individuelle en ville, les écologistes répondent que ces transports sont à mettre en service à la place de la bagnole.

Cette radicalisation du mouvement écologique politique apparaît comme irréversible. Les vieilles associations traditionnelles, elles-mêmes, sous peine de perdre ce qui leur reste d'impact et de crédibilité, se trouvent dans l'obligation de parler plus haut et plus fort, de prononcer des jugements qui ressemblent parfois, ô horreur, à de la politique.

Cette évolution du mouvement écologique explique qu'après l'expérience de 1974, on le retrouve massivement présent aux municipales ; et seul. Et il faut bien ajouter seul face à la gauche et face à la droite. Car si nous savons pourquoi le mouvement écologique s'oppose à toutes les formes de la droite,

c'est-à-dire à tout ce qui s'est fait jusqu'à présent, il n'est pas difficile non plus de comprendre pourquoi les écologistes organisés ou inorganisés se méfient de la gauche. Ni le PS ni le PC n'apparaissent, dans les mots comme dans les faits, en mesure de répondre aux aspirations écologiques : changer quelques uns des termes de la démarche technocratique ne suffit pas pour changer tous les rapports de l'homme avec son milieu, qu'il soit naturel ou urbain.

Pour ces élections on rencontrera des écologistes à Paris, à Lyon, à Montpellier, à Toulouse, à Lille, à Dunkerque, à Strasbourg, à Mulhouse, dans plusieurs communes de la région parisienne, à Lons-le-Saulnier, à Marseille, à Nice pour ne citer que les villes importantes dans lesquelles se présenteront des listes complètes ; ainsi, en Alsace, il y aura des candidats dans une cinquantaine de villes et de villages, dans le Nord et dans la Saône il y aura de nombreux candidats isolés ainsi qu'en Bretagne.



### écologistes et chiffons verts

Une présence que les sondages, ceux qui sont publiés comme ceux qui restent dans les tiroirs, chiffrent de 6 à 15%, exceptionnellement 20%, des intentions de vote. Pourcentages discutables à bien des égards, mais qui font apparaître une certitude : le mouvement écologique sera une composante importante de cette consultation électorale en dépit des efforts de la droite pour brandir en hâte quelques chiffons verts devant les yeux des électeurs. En dépit aussi, il faut bien le dire, de la précipitation de la gauche à bricoler un discours un peu moins irresponsable dans ce domaine.

Çà et là les écologistes et le PSU ont tenté de trouver un terrain d'entente. Les pourparlers ont eu des résultats dans quelques villes où le PSU a été rejeté par l'Union de la gauche (Toulouse, Lyon, Lille). Mais beaucoup de conversations ont échoué sur un principe que se refusent à abandonner les « candidats verts » : ils ne veulent donner aucune consigne de vote au second tour. Avec deux exceptions : à Lille et à Lyon si la gauche fournit des réponses satisfaisantes et précises entre les deux tours, notamment sur le problème nucléaire, les écologistes prendront position de façon critique mais claire.

Ce refus du désistement, plus ou moins bien expliqué ou nuancé selon les groupes ou les associations, est le résultat d'une évolution inquiétante Car, au-delà des revendications avancées par les groupes qui se réclament de l'écologie politique (autogestion, décentralisation, pouvoirs donnés à des comités de quartier, lutte contre toutes les pollutions, refus du pillage du tiers monde, refus des gaspillages de l'énergie, transport collectif, espaces verts et modération de la croissance) on observe un retour offensif des associations « apolitiques ». Des associations que les luttes menées depuis quelques années avaient relégué au second plan. Des associations « alléchées » par cette fâcheuse tendance des écologistes à déclarer brutalement que gauche ou droite le problème n'est plus là, ou à expliquer que c'est « blanc bonnet et bonnet blanc » en ce qui concerne l'écologie.

### la dérive

De formation récente, en proie à de multiples courants, guettés par toutes sortes de manipulateurs et livrés à eux-mêmes par les partis politiques qui n'ont rien compris à la sensibilité écologique, les défenseurs de la nature viennent d'amorcer une sorte de dérive qui peut remettre en question tout l'acquis des dernières années. Une situation qui est très bien exploitée par les réformistes.

À cet égard, la formation du cartel électoral Paris-écologie est particulièrement révélatrice : face aux Amis de la Terre dont la recherche politique est indéniable, dont la situation à gauche ou plus exactement à l'extrême gauche est reconnue et assumée par la majeure partie de ses militants, des associations comme le Droit des piétons, SOS Paris et le Bureau de liaison des associations de protection de la nature de la région parisienne n'ont pas eu grand mal à imposer le non-désistement, le désengagement politique. D'autant plus que l'ultra-gauchisme du mouvement écologique poussait également dans ce sens. Si l'argumentation des écologistes s'expliquant, « nous ne sommes pas des marchands de voix, et notre volonté autogestionnaire implique que nous laissons à chacun son libre arbitre », est sincère, les motivations de la mouvance réformatrice qui tente de reprendre pied sont largement moins pures. Et l'assurance donnée en privé par des responsables des Amis de la Terre que tout sera fait pour que la gauche profite du mouvement ainsi créé n'est pas suffisante pour écarter les deux dangers en vue.

### écologie : le choix reste à faire

Le premier est immédiat : il est irresponsable de

perdre des voix au profit de la droite, même lorsque l'on est profondément déçu de l'attitude des partis de gauche. C'est d'ailleurs au nom de cette analyse que René Dumont a expliqué récemment dans *Politique-Hebdo* (1) qu'au second tour il voterait pour « le moins mauvais à gauche ». Deuxième danger, plus grave : réveiller, encourager le courant écologique apolitique. Il n'attend que cela, quitte à se parer dans un premier temps d'une phraséologie progressiste. Un retour en arrière de dix ans, au temps des défenseurs de l'environnement qui n'étaient qu'une version intelligente des notables, frémissant d'indignation à l'idée que l'on puisse souhaiter transformer la société pour sauver les rivières et les petits oiseaux. On connaît l'antienne : la politique était pour eux la pire des pollutions. Certains écologistes le répètent aujourd'hui : sans paraître se souvenir qu'il s'agit là du plus sinistre et dangereux argument de la droite.

Après l'épreuve électorale, l'écologie demeurera à l'ordre du jour dans tous les partis. Reste à savoir s'il en est qui auront véritablement compris ce qui s'est passé. Reste aussi à savoir si les mouvements de l'écologie politique sauront, rapidement, se débarrasser des ambiguïtés en choisissant leur ennemi principal, tout en affirmant, comme c'est normal, l'originalité de leurs revendications.

CM. VADROT

(1) N° 256, dossier consacré à l'écologie et aux municipales.

- **Paris-écologie**, 117, avenue de Choisy, Paris (14e). C'est aussi l'adresse des Amis de la Terre.
- **Amis de la Terre de Lille**, 51, rue de Gand.
- **Ecologie et Survie** coordonne les candidatures en Alsace, 10, avenue de Lattre-de-Tassigny, 68100 Mulhouse.
- **Mouvement écologique Rhône-Alpes**, animé par Philippe Lebreton, coordonne les candidatures sur Lyon et la région, 62, rue Mercière Lyon (2e).
- **Mouvement écologique**, 65, bd Arago, Paris (13e), présente des listes dans plusieurs villes et avec **Paris-écologie** ; a mis sur pied comme les Amis de la Terre, un bureau de liaison destiné à aider les candidats verts.
- **Amis de la Terre de Caen**, porte-parole des anti-électorales, 15, rue Pémagnie.
- **SOS-Paris**, 7, rue des Boulangers, Paris (5e).
- **Bureau de liaison des associations de protection de la région parisienne**, 2, rue Bautoirel, Paris (4e).

En Alsace, lors des cantonales, le candidat écologique le mieux placé avait fait 12,9 % des voix. Toujours aux cantonales, des représentants d'associations de défense avaient obtenu 26 % à Pontoise, 17 % à Poissy, 13 % au Chesnay, 9 % à Ermont, 7 % à L Hay-les-Roses. A chaque fois que ces candidats se sont maintenus au second tour, la victime a été le candidat de la majorité. Au cours d'une élection partielle (municipale) au printemps dernier, à Châtenay-Malabry, ils avaient obtenu 23,5% des voix, entre le candidat de gauche (54 %) et celui de droite (22,5).